

HAMIANI REVIENT SUR SA RENCONTRE AVEC LE PREMIER MINISTRE

Sellal relance la privatisation

Des prises de participations d'opérateurs privés dans le capital d'entreprises publiques sont possibles. Le Premier ministre Abdelmalek Sellal, qui a rencontré le 20 février dernier une délégation du Forum des chefs d'entreprises (FCE), y semble de facto favorable, relançant ainsi le processus de privatisation.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Revenant hier sur sa rencontre avec le Premier ministre qui «a revivifié la concertation» et a été dénuée de toute contrainte dogmatique, le président du FCE, Réda Hamiani, a indiqué que Abdelmalek Sellal souhaite, incite fortement au «rapprochement des opérateurs économiques privés avec le secteur privé. Il s'agit d'organiser «des synergies permettant de tirer profit du potentiel (notamment industriel) existant, en aval et en amont, en tant que fournisseur ou client, ou partenaire public ou privé».

Finalité de ce rapprochement, Réda Hamiani l'explicite par la préoccupation du Premier ministre de «tout mettre en oeuvre pour produire localement en substitution à l'importation», «mobiliser le monde industriel, tant public que privé, pour que l'industrie renaisse, redémarre», mettre un terme à la «dichotomie public-privé» et «ne pas laisser inexploitée une part même infime» du potentiel industriel.

Un rapprochement, un partenariat public-privé qui cible essentiellement le potentiel industriel existant, le président du FCE expliquant que les opérateurs privés pourraient prendre des participations, à des niveaux divers et selon un mix dans le capital des entreprises publiques. Une association déjà

mise en œuvre dans la mesure où l'opérateur agroalimentaire privé Benamor a pris une participation majoritaire (60%) dans le capital d'une des entreprises céréalières Eriad (publiques), indique-t-on.

Au-delà d'une certaine période, les parts minoritaires pourraient être cédées par voie de Bourse, précise Réda Hamiani qui ajoute cependant que la fusion totale reste un objectif potentiel. Au-delà de la prise de participations, ce rapprochement, cette synergie pourrait également se traduire par «un partenariat technique, commercial et à l'export», Réda Hamiani évoquant également l'échange d'expertises, la formation, le développement de la sous-traitance et toutes autres «combinaisons».

Relevant le souhait des autorités publiques de «travailler ensemble» avec le secteur privé, le dirigeant de l'association patronale indique qu'une rencontre est prévue prochainement avec les Sociétés de gestion des participations de l'Etat (SGP) pour étudier les modalités, les «opportunités de nouvelles relations» et voir comment associer les partenaires en matière de capital ou de valorisation des actifs et unités de productions «non optimales».



Photo : Samir Sid

Hamiani satisfait de la disponibilité et la sollicitude du Premier ministre.

Le FCE salue «la sollicitude» du Premier ministre

Cela s'inscrit dans le contexte où le FCE qui «a toujours milité pour une politique de proximité avec les pouvoirs publics» et «a toujours été dans la ligne d'une critique positive» réitère «sans ambiguïté, son adhésion à la politique actuelle en matière économique conduite par les pouvoirs publics et confirme sa disponibilité à travailler sans relâche à son succès».

Mais également dans la mesure où le FCE semble satisfait de «la disponibilité et la sollicitude» du Premier ministre, sa «grande capacité d'écoute» et le «soin particulier qu'il a pris d'associer les chefs d'entreprises à la recherche de solutions concrètes aux nombreux problèmes, résultat d'un environnement toujours problématique». Voire, «l'approche

Sellal nous paraît être la bonne», de «bonne augure» et «a priori, porteuse de progrès» comme le relève Réda Hamiani, souhaitant «l'institutionnalisation» de telles rencontres, même au-delà de 2014. A charge cependant, et au-delà du «temps nécessaire qu'il faut pour obtenir des résultats tangibles sur le terrain en consentant beaucoup d'efforts» et des «efforts également à accomplir de façon volontariste par les entrepreneurs algériens afin qu'ils assument leur part dans le développement, toute leur part en tant que moteur et vecteur essentiel de cette politique», que le FCE participe à la mise en œuvre, que l'on «travaille ensemble pour les modes opératoires», prône-t-on au sein de l'association patronale, afin que les «bonnes intentions» soient traduites réellement sur le terrain.

C. B.

IMPORTATION DE MATÉRIELS RÉNOVÉS

Vers de nouvelles facilitations

De nouvelles mesures sont attendues concernant l'importation de matériels rénovés pour la production industrielle. Evoquée lors de la rencontre du Premier ministre avec le Forum des chefs d'entreprises (FCE), l'importation de matériels rénovés pourrait être facilitée par de nouvelles dispositions réglementaires, voire étendues à d'autres.

Cela même si, relèvera le président du FCE, Abdelmalek Sellal s'est déclaré assez réservé quant à l'opportunité économique de l'importation de matériels non neufs, dans la mesure où l'impact risque d'être dévalorisant pour l'actuel tissu industriel, et demandant une réflexion.

C. B.

AFFAIRE ABDALLAH HABOUL

Un rapport sans appel contre les cinq magistrats du Conseil d'État

L'avocat du magistrat Abdallah Haboul est parvenu, jeudi, à faire lire par le magistrat rapporteur le rapport relatant les faits et les griefs retenus contre cinq magistrats du Conseil d'Etat. Le verdict sera rendu la semaine prochaine.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Les magistrats de la chambre civile près la cour d'Alger ont encore une fois été confrontés à M° Abdelhamid Rhioui, l'avocat de Abdallah Haboul. Pointilleux sur les questions de droits et de procédures, l'avocat a exigé qu'il soit fait lecture du rapport de l'affaire avant de débiter sa plaidoirie.

Une exigence qui a désarçonné la présidente, Yasmina Benaâmourne. «Vous avez pris connaissance du contenu de ce rapport auprès du service de greffe. Il n'est donc pas nécessaire de le lire», a-t-elle expliqué. «C'est la loi qui l'exige madame la présidente, nous demandons donc la stricte application de la loi», réplique l'avocat qui ne manque pas de rappeler le contenu de l'article 547 du code de procédures civile et administrative.

Un article qui stipule que «les parties peuvent présenter leurs observations sur le rapport au cours de l'audience des plaidoiries, après la lecture qui en aura été faite par le conseiller rapporteur». La présidente Benaâmourne est gênée. «Le rapport ne figure pas dans le dossier», reconnaît-elle. Elle tente de se justifier en expliquant que c'est un simple oubli puisque les autres dossiers que la chambre doit traiter



Photo : Samir Sid

La cour d'Alger rendra son verdict jeudi prochain.

en ce jour sont complets. Elle décide donc de lever la séance pour aller chercher le rapport.

Après une dizaine de minutes d'attente, l'audience reprend. Mais Yasmina Benaâmourne semble encore plus confuse qu'auparavant. «Le rapport est au service de greffe, le bureau est fermé. La personne qui a la clé est sortie, elle ne devrait pas tarder», lâche-t-elle avec dépit. M° Abdelhamid Rhioui esquisse un sourire narquois et répond qu'il attendra la réouverture du bureau du greffier. Il

est important de relever que l'absence de ce rapport est un fait étonnant. A ce stade de l'affaire, le rapport du conseiller rapporteur est en fait la pièce maîtresse du dossier. L'audience est une nouvelle fois levée.

Le fameux document semble enfin avoir été trouvé. Les trois magistrats et la greffière reviennent dans la salle. C'est finalement le conseiller assis à la droite de la présidente qui est chargé de lire le rapport. Une lecture qui a duré près d'une vingtaine de minutes durant

laquelle il sera fait état des griefs retenus contre les magistrats Atika Ferkani, Farouk Ghanem, Ahmed Djeloul, Farida Bouaroudj et Fafa Sayed Lakhdar.

De nombreux avocats se pressent dans la salle pour prendre connaissance des détails de huit longues années de procédure. La question de la nature de la jurisprudence 19 886 imposée par Taïeb Belaïz, alors ministre de la Justice, et celle de la jurisprudence 16886 retenue par les cinq magistrats du Conseil d'Etat apparaît clairement.

Les deux arrêts sur la base desquels le magistrat Abdallah Haboul a été privé de ses droits n'existent pas. Une réalité que M° Abdelhamid Rhioui n'a pas manqué de rappeler lors de sa plaidoirie. «Abdallah Haboul est un magistrat à la compétence reconnue.

Après 25 années, sa carrière a pris fin brutalement à cause d'un arrêt rendu sur la base de jurisprudences qui n'existent pas. Notre but aujourd'hui est de déterminer la responsabilité des magistrats qui ont confirmé la décision d'un ministre en se basant sur le néant. C'est précisément l'objet de cette plainte pour faute professionnelle grave, fraude et dol».

L'avocat déclare que ces actes sont une violation flagrante de l'article 150 de la Constitution : «La loi protège le justiciable contre tout abus ou toute déviation du juge.» Furieuse, la présidente tentera de réprover les propos de l'avocat. Pour réparer le préjudice subi, la partie civile exige le versement de 100 millions de dinars. Le verdict sera rendu jeudi prochain.

T. H.